



République Française

MAIRIE DE FABREGUES

Département de l'Hérault

Délibération du Conseil Municipal n° 2018/025

Séance du 17 juillet 2018

Date de convocation :	11 juillet 2018
Date d'affichage :	11 juillet 2018
Nombre de membres :	
- afférents au Conseil Municipal :	29
- en exercice :	29
- qui ont pris part à la délibération :	26

L'an deux mille dix-huit et le dix-sept juillet à 19 heures 10, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **Monsieur Jacques MARTINIER, Maire de Fabrègues.**

Présents : M. Jacques MARTINIER – M. Jean-Marc ALAUZET – M. Christian SOUVEYRAS
Mme Christine PALA – Mme Mylène FOURCADE – Mme Myriam PENA – M. Dominique CRAYSSAC
M. Jean-Olivier JOB – M. Pierre VAN CRAENENBROECK – M. Alain FAUCHARD – Mme Thérèse VIDAL
M. Philippe LIGNY – Mme Zohra PIETRANTONI – Mme Elisa VEIGA – M. Serge JACOB
Mme Marie-Carmen GOMEZ – M. Sébastien FARRAUTO – Mme Solange MARTIN BONNIER
Mme Marielle FENECH-MONFORT – Mme Aurélie MATEO.

Représentés : Mme Edith TRUC – M. Claude JUEN – M. Jean-François CALONNE – Mme Sandra BEGUET
Mme Amandine BATTAGLIA – M. Jean-Pierre LAPORTE.

Absents : M. Dominique WACHTER – M. Laurent PITHON – Mme Colette ORTEGA.

Objet : URBANISME : Procédure de création d'un périmètre délimité des abords des monuments historiques.

Madame le Maire Adjoint en charge de l'Urbanisme indique que par courrier du 5 juillet 2016, l'Architecte des Bâtiments de France a informé la Commune de Fabrègues de son souhait de création d'un périmètre des abords des monuments historiques.

Compte tenu de la transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole au 1^{er} janvier 2015, la compétence urbanisme a été transférée à Montpellier Méditerranée Métropole. Ainsi, conformément à l'article R 621-93 du Code du Patrimoine, la Métropole de Montpellier a sollicité la Commune par courrier en date du 19 juin 2018 afin qu'elle se prononce sur ce projet.

La loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain (SRU) a ouvert la possibilité de modifier le périmètre dit « des 500 mètres » générés en abords de monuments historiques. Sur proposition de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF) et en accord avec les communes, le périmètre de protection modifié (PPM) devient une servitude qui se substitue de plan droit à celle du rayon des 500 mètres.

... / ...

Lorsque la modification du périmètre est réalisée à l'occasion de la modification ou de la révision du PLU, comme c'est le cas en l'espèce pour Fabrègues, elle est soumise à enquête publique en même temps que le document d'urbanisme. Le tracé du périmètre approuvé est ensuite annexé au PLU dans les conditions prévues à l'article L 126-1 du Code de l'Urbanisme.

A l'intérieur du périmètre modifié, les modalités d'instruction des autorisations de travaux restent inchangées notamment en ce qui concerne l'obligation de l'avis de l'ABF.

Le périmètre proposé et décrit dans le dossier présenté a été établi en tenant compte de la protection des abords immédiats de l'église (circulades, avenue Pasteur, rue Paul Doumer...) et des vues distantes notamment depuis l'avenue de la Gare et le Coulazou.

Ce dossier a fait l'objet d'un avis favorable à l'unanimité de la Commission Urbanisme du 9 juillet 2018.

Vu les articles L 621-30 et suivantes du Code du Patrimoine ;

Le Conseil Municipal, ayant entendu l'exposé de Madame le Maire Adjoint et après en avoir délibéré à l'unanimité :

Article 1^{er} :

Emet un avis favorable au projet de création d'un périmètre délimité des abords de l'église inscrite au titre des monuments historiques.

Article 2 :

Autorise Montpellier Méditerranée Métropole à achever cette procédure et de l'associer à la procédure de révision du Plan Local d'Urbanisme.

Plus n'est délibéré.

Fait les jour, mois et an que dessus indiqués.

Ont signé au registre tous les membres présents à la séance.



Le Maire,

Jacques MARTINIER.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.